

Emplois : toujours pas de réponse

Vos représentants ont tout tenté, ce vendredi, pour obtenir des avancées dans la négociation sur l'organisation et les effectifs de la rédaction. Hélas, le rédacteur en chef est resté braqué sur son plan, qu'il estime bien calibré. Disproportion entre le nombre d'éditeurs de zone et celui des reporters locaux ? Pas du tout ! Rééquilibrage possible entre ces deux masses de journalistes ? Pas plus ! Insuffisance des forces sur le terrain ? Pas davantage. Comment va être traitée la mobilité dans la rédaction, notamment pour les assistantes ? Toujours pas de réponse.

On se demande bien ce qu'on va pouvoir changer, même si Michel Nozière a entendu notre constat principal : 55 journalistes en moins avec cette organisation-là, c'est injouable. Il a simplement parlé de dispositif « adaptable ».

Là où Jean-Michel Bretonnier s'est montré le plus net, c'est dans sa volonté de contrôler le mouvement de la réorganisation, par le biais de toute une batterie d'ateliers. Le danger est qu'ils servent à valider implicitement les thèses de la direction, qui ne reposent pas sur la réalité du terrain. On connaît la chanson, on sait de quelle manière de précédents ateliers ont pu être biaisés, jusque dans leurs conclusions. La rédaction en chef a poussé le culot de les placer jusqu'avant fin mars, soit juste avant la date de signature théorique du PSE.

Les trois premiers ateliers concernant l'essentiel de la rédaction auront lieu dès début février. Les négociateurs ont imposé qu'ils incluent un représentant par organisation syndicale, que leur compte rendu soit écrit collectivement, avec les remarques de tous. Ces compte-rendus seront d'ailleurs envoyés à la Direction du travail. Ils seront également présentés aux négociateurs qui en apprécieront la teneur. Il est bien évident que les journalistes et les assistantes participant à ces ateliers ont la responsabilité d'avoir un œil critique, avec la plus grande lucidité.

En aucun cas la négociation ne sera court-circuitée. Elle se poursuivra le 14 février, toute la journée, et abordera dans le détail l'organisation des services de la rédaction et leurs effectifs. En prenant connaissance des conclusions des trois ateliers qui auront eu lieu (fonctionnement de la locale, du desk rédactionnel et du pôle d'éditeurs en zone) et en y réagissant. Il sera alors grand temps de pouvoir mesurer si la direction est capable de prendre en compte nos revendications. Les emplois manquants se comptent par dizaines...

Facebook : vdn en lutte
Mail : vdnenlutte@gmail.com

Deux heures au Ministère !

Deux heures, c'est le temps dont vos représentants de l'intersyndicale ont pu bénéficier pour discuter librement avec des membres du cabinet de la ministre de la Culture (en charge des médias) et de celle du Travail, hier matin à Paris.

Deux heures où nous avons senti chez nos interlocuteurs que l'attention allait bien au delà de la simple écoute polie. Ils ont pu réellement prendre conscience des différentes problématiques soulevées par ce PSE.

Deux heures qui nous ont permis d'apporter des éclairages complémentaires à la simple lecture des deux documents officiels, des éléments dont ne disposaient visiblement pas les services de l'État et qui les ont laissés parfois perplexes sur les motifs réels de ce plan social.

Les menaces que fait peser ce plan sur l'emploi, les incertitudes sur les conséquences sociales tant pour ceux qui partiraient que pour ceux qui choisiraient de rester, les relations VDN Rossel-Crédit agricole, tout a été passé en revue. Bien entendu, il est tout à fait possible que nous ayons d'autres rendez-vous avec les ministères dans les semaines à venir. La direction du journal devrait aussi être entendue à Paris.

Même s'il ne leur appartient pas de retoquer ce plan dévastateur, les ministères peuvent peser sur notre direction, ne serait-ce que par le biais des aides à la presse si certaines conditions d'ordre social n'étaient pas remplies.

D'autres rendez-vous sont d'ores et déjà prévus avec l'inspection du travail et la Direccte.